



Mission régionale d'autorité environnementale

**Grand Est**

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale  
la modification simplifiée du Plan local d'urbanisme (PLU)  
de la commune de Rettel (57), portée par la communauté  
de communes Bouzonvillois Trois Frontières**

n°MRAe 2022DKGE15

## **La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L.122-4 III 3° ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels des 11 août et 21 septembre 2020, ainsi que des 11 mars et 23 novembre 2021 portant nomination des membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 2020 portant désignation du président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe Grand Est, et notamment son article 6, relatif à l'intérim de son président ;

Vu la décision délibérée de la MRAe Grand Est du 1<sup>er</sup> octobre 2020 fixant les critères de collégialité pour les dossiers ;

Vu la demande d'examen au cas par cas réceptionnée le 16 décembre 2021 et déposée par la communauté de communes Bouzonvillois Trois Frontières, compétente en la matière, relative à la modification simplifiée du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Rettel (57), approuvé le 6 novembre 2009 ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé (ARS) du 17 décembre 2021 ;

Considérant que le projet de modification simplifiée du PLU de la commune de Rettel (766 habitants en 2018 selon l'INSEE) consiste à mettre en place les 5 nouveaux Emplacements réservés (ER) suivants au sein de sa zone urbaine, afin de répondre à un besoin de stationnement et d'accompagner la réalisation de deux projets :

- ER n°4 : d'une superficie de 260 m<sup>2</sup>, pour créer un espace de stationnement sur les parcelles 23 à 25, déjà artificialisées (garage et ferme) ;
- ER n°5 : d'une superficie de 150 m<sup>2</sup>, pour créer un espace de stationnement sur la parcelle 137, déjà artificialisée (ancienne grange) ;
- ER n°6 : d'une superficie de 5 500 m<sup>2</sup>, pour créer un espace de stationnement sur les parcelles 70 et 71, afin d'agrandir le parking attenant de la salle des fêtes ;
- ER n°7 : d'une superficie de 10 m<sup>2</sup>, pour protéger l'escalier extérieur de la Maison de la Dîme du ruissellement des eaux de pluie qui s'infiltrent dans le bâtiment (parcelle 70) ;
- ER n°8 : d'une superficie de 290 m<sup>2</sup>, pour permettre une extension du musée des cheminots (parcelles 20, 21 et 22) ;

Observant que la mise en place de ces ER :

- vise à améliorer la gestion du stationnement en centre-ville ;

- permet d'accompagner la réalisation de deux projets devant revitaliser la commune ;
- n'a pas d'incidence sur les zonages environnementaux remarquables du territoire communal ;
- a peu d'incidence sur l'environnement et le paysage urbain, l'ensemble des ER étant réalisé au sein de l'enveloppe urbaine ;

***Recommandant pour l'ER n° 6, d'une superficie plus conséquente (0,55 hectare) et concernant un espace vert non artificialisé, de privilégier la mise en place d'espaces de stationnement perméables permettant l'infiltration des eaux pluviales ;***

**conclut :**

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la communauté de communes Bouzonvillois Trois Frontières, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, **et sous réserve de la prise en compte de la recommandation**, le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Rettel n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

**et décide :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification simplifiée du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Rettel (57) **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

#### **Article 2**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

#### **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-32 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique.

Fait à Metz, le 2 février 2022

Le président de la Mission régionale d'autorité  
environnementale,  
par délégation,

Jean-Philippe MORETAU

1) En application de l'article R.122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

**Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est  
DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale (SEE)**

**RECOURS GRACIEUX**

**14 rue du Bataillon de Marche n°24 – BP 10001  
67050 STRASBOURG CEDEX**

[mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.